



DÉCLARATION

Saint-Denis, le 22 juin 2021

RASSEMBLEMENT DEVANT LE SIÈGE SNCF

Par Thierry NIER, Secrétaire Général adjoint

Cher·e·s Camarades,

Cher·e·s Collègues,

Enfin ! Enfin nous nous retrouvons !

À l'appel de la seule CGT, nous sommes réunis ce jour pour interpeller la direction de la SNCF sur un ensemble de sujets qui nous préoccupent et qui, pour un certain nombre d'entre eux, exigent l'ouverture de négociations franches et sérieuses.

C'est vrai sur l'emploi, les salaires et pensions, les conditions sociales, de vie et de travail des cheminots et le développement du service public ferroviaire Fret et Voyageurs, en opposition frontale à la logique de concurrence qu'ils veulent nous imposer.

Des avancées sur ces questions sont assujetties au niveau de rapport de force que nous sommes et serons capables de mettre en place dans les semaines et mois qui viennent.

Préalablement, je souhaite rappeler ici devant vous les actions et autres dispositions exemplaires qui ont été organisées dans les syndicats durant la période difficile d'enfermement que nous venons de passer depuis 15 mois en raison de la situation sanitaire.

La première à souligner est celle d'avoir maintenu autant que possible les syndicats ouverts malgré le confinement, permettant de rester au contact des syndiqués et de nos collègues de travail qui ont assumé avec professionnalisme leurs responsabilités pour faire vivre le service public ferroviaire, sans que pour autant tous les moyens leurs soient donnés pour y parvenir.

La CGT, à tous les niveaux, a agi pour imposer que les normes sanitaires soient respectées pour protéger les cheminots dans leur quotidien et qu'ils puissent faire circuler les trains.

Je souhaite ici souligner le rôle important qu'ont joué les militants CGT, actifs ou retraités, dans les syndicats, qui ont régulièrement pris contacts avec nos camarades et collègues qui, pour beaucoup d'entre eux, ont souffert et souffrent encore pour certains de l'isolement qu'a accentué la crise sanitaire.

C'est bien l'organisation CGT, structurée, qui, mêlée à notre force de conviction militante, nos valeurs humaines et combatives, nous met en capacité d'impulser un plan de bataille afin de poursuivre la lutte contre la concurrence, pour un statut social de haut niveau pour tous les cheminots, que ce soit à l'échelle de la branche ou du groupe public SNCF.

Dans le contexte de crise sanitaire que nous connaissons, exacerbé par une répression violente envers les militants syndicaux et particulièrement ceux de la CGT, la fédération CGT des cheminots a lancé depuis plusieurs mois un processus revendicatif dynamique sur l'ensemble du territoire.

Il s'est matérialisé dans un premier temps le 14 octobre 2020, moment où nous lançons deux pétitions en direction des cheminots : une pour exiger des augmentations générales des salaires, une autre sur les facilités de circulation pour préserver ce droit pour les cheminots actifs et retraités, ainsi que pour leurs ayants droit.

Successivement à ces deux démarches, nous n'avons pas cessé d'organiser la lutte, sous différentes formes, du local au national, pour contrer les nombreuses réorganisations et la logique de sous-traitance poussée à son paroxysme, agir sur les questions d'emploi, de salaire, de conditions de travail, de développement du service public ferroviaire.



Grâce à nos actions, des emplois, des écoles traction ou ASCT, des réinternalisations de charges de travail, notamment à l'Équipement, des régularisations de CDD, d'intérimaires ont été arrachés des griffes de nos dirigeants qui, dans la continuité des politiques menées ces dernières années, tentent d'installer l'austérité, la baisse des moyens pour travailler décemment, dans le but de réaliser des économies drastiques, d'installer confortablement la concurrence imposée par la loi de 2018 dite « pacte ferroviaire ».

La direction avance en favorisant l'anarchie organisée entre produits, établissements et les différentes sociétés du groupe. Cela vise à brouiller les repères pour mieux déconstruire les droits des cheminots.

Les contrats de travail des nouveaux embauchés, la liberté de ne plus appliquer la réglementation existante, de faire ses propres règles, d'organiser le dialogue social dans son coin, selon ses propres choix, tout cela semble brouillon, mais procède d'une logique unique : effacer la SNCF et les cheminots.

La négociation pour une convention collective de branche, que nous souhaitons de haut niveau, patine, tant cette future CCN est exclusivement pensée du point de vue du Gouvernement et du patronat ferroviaire, en opposition au statut des cheminots de la SNCF et non pas pour harmoniser les droits de tous les cheminots.

Gagner une CCN de haut niveau, avec des droits équivalents pour tous les cheminots de la branche, est un rempart solide contre la concurrence, empêchant le *dumping* social.

Nous exigeons donc la réouverture de négociations des volets classification et rémunération au niveau de la branche. La SNCF pèse 98 %, d'autres choix sont possibles.

En parallèle, de longues séries de discussions sont engagées dans l'entreprise sur ce que nous appelons, nous, le futur statut social des cheminots, qu'ils soient statutaires, ex-RH00254 ou nouveaux embauchés depuis le 1^{er} janvier 2020. La stérilité des échanges nous a conduit à adresser une lettre ouverte au

président Farandou pour dénoncer l'enfumage à l'œuvre en matière de dialogue social dans l'entreprise.

Pour l'heure, nous ne participons plus aux discussions. Nous restons bien évidemment disponibles si de véritables négociations s'ouvraient, nous avons des arguments et des propositions claires comme, par exemple, l'instauration d'une grille unique des salaires pour tous les cheminots, en reconnaissant les diplômes, les qualifications et l'ancienneté, ou encore préserver le contenu des métiers dans l'entreprise pour répondre aux exigences du service public ferroviaire.

La CGT ne craint pas l'exercice de la négociation, appuyée d'un rapport de force.

Nous ne laisserons pas s'installer la jungle sociale dans notre entreprise publique !

Dans le cadre de notre démarche revendicative, nous avons dans un premier temps sollicité une audience à la direction. C'est à l'appui des 21 000 signatures sur les salaires, des 22 000 signatures pour le maintien de nos FC, remises à la direction ce matin, que nous avons été reçus.

Aucunes réponses satisfaisantes ne nous ont été apportées. Sur les salaires, la direction annonce une table ronde salariale en septembre, sans autres précisions. Pour le reste RIEN !

Concernant les facilités de circulation, des discussions ont cours au niveau de la branche, de son côté, la direction fait le choix de les dématérialiser intégralement. Une démarche a été initiée par notre UFR avec les trois autres unions fédérales des retraités de cheminots (UNSA-SUD-CFDT) au travers d'une demande d'audience unitaire. Ils seront reçus cet après-midi.

Le groupe public SNCF se construit par mimétisme du fonctionnement des entreprises privées.

Notre lutte exemplaire contre la loi « pacte ferroviaire » en 2018 était plus que légitime, nos critiques et analyses à ce moment-là prennent de plus en plus d'acuité aujourd'hui, quand on voit l'autonomie de plus en plus criante de chaque SA, la poursuite de

l'externalisation des charges de travail, l'annonce de créations de filiales par la SNCF pour chaque « marché », aussi petit soit-il, n'est pas simplement une erreur, c'est un scandale !

Après 30 ans de libéralisation du ferroviaire en Europe, nous pouvons observer les dégâts que la concurrence a entraîné. Baisse de la part modale au Fret, dégradation globale de la qualité de service et hausse démentielle des tarifs pour les usagers. Quand le Gouvernement français fait le choix d'installer la concurrence dans notre pays, d'autres pays en Europe font le choix de la renationalisation. Cherchez l'erreur !

Revenir 100 ans en arrière, au temps des compagnies privées, n'est pas une idée moderne.

Parce que le service public ferroviaire est une idée révolutionnaire, parce que la SNCF est un bien public de la Nation au service de la population, la CGT, comme elle l'a toujours fait, ne laissera pas l'attelage archaïque Gouvernement-direction exécuter sans résistance leurs basses besognes. C'est en cela que la fédération a lancé deux campagnes nationales :

- « Ensemble pour le Fret », avec ses 13 propositions ;
- « Les 21 conditions pour le développement du transport public Voyageurs ».

Deux parutions grand public « La Vraie info » accompagnent cette démarche sur la durée. Nul besoin d'insister sur la pertinence de porter nos propositions partout. Ce que nous avons fait en amont des élections régionales doit se poursuivre pour contrarier les conseils régionaux qui ont fait le choix de lancer les appels d'offres et pour persuader ceux qui ne l'ont pas encore fait de ne pas le faire !

Je le disais au début de mon intervention, les luttes locales fleurissent sur le territoire. Des mobilisations pour la relance du Fret, comme par exemple la bataille acharnée pour faire circuler de nouveau le Perpignan/Rungis, ou encore moderniser le triage de Miramas. Des mobilisations aussi pour, ici garder un guichet, une gare, une ligne ferroviaire ouverte au public, là pour gagner des dessertes nouvelles pour permettre l'accès au

plus grand nombre de citoyens au train. Pas un jour ne passe sans qu'une initiative s'organise sur le territoire sous l'impulsion des militants et militantes CGT !

Ils ont pensé nous faire courber l'échine, nous avons la tête bien levée.

Nous sentons que la colère grandie, les cheminots sont inquiets, mais pas résignés. Vous en êtes la preuve aujourd'hui !

Si certaines régions politiques ont déjà lancé le processus d'appel d'offres dans le TER, nous poursuivons le combat contre la concurrence qui, redisons-le, n'améliorera pas le quotidien des usagers de la SNCF, ni celui des cheminots.

La SNCF aurait pu candidater avec sa structure historique. Elle a fait le choix délibéré de positionner des filiales, entraînant le transfert des personnels.

Ce combat contre la concurrence et pour un statut social de haut niveau concerne tous les cheminots, quels que soit leur région, leur métier, leur grade.

Amplifions les débats avec nos collègues de travail à l'appui de nos propositions. Le vaste déploiement des militants CGT sur les chantiers ces dernières semaines démontre une écoute attentive des cheminots à nos arguments. Convainquons-les de rejoindre la bataille que nous menons contre la privatisation de la SNCF.

Jusqu'à présent, la direction refuse de répondre favorablement aux revendications des cheminots sur l'ensemble des sujets que je viens d'évoquer, la mobilisation de ce jour est une étape qui sera suivie d'une nouvelle journée d'action puisque la fédération CGT appelle tous les cheminots à se mettre en grève le 1^{er} juillet prochain pour exiger l'ouverture de véritables négociations.

Lutter pour des services publics répondant aux besoins de l'intérêt général fait partie de l'ADN de la CGT. C'est en cela qu'en cette journée de mobilisation interprofessionnelle, nous rejoindrons la manifestation de nos camarades électriciens et gaziers après notre rassemblement.

Parce que vivre avec son temps, ce n'est pas faire du business avec les services publics !

Parce que vivre avec son temps, c'est développer l'emploi pour permettre aux salariés d'assumer leurs charges de travail dans de bonnes conditions,

Parce que vivre avec son temps, c'est payer le prix juste du travail pour un juste retour des richesses produites,

Parce que vivre avec son temps, c'est augmenter les pensions des retraités,

Parce que vivre avec son temps, c'est se mobiliser pour de nouveaux droits,

C'est parce qu'on vit avec notre temps que nous continuerons de lutter contre la finance et les régressions sociales !

Nous pouvons bousculer Gouvernement et direction, nous pouvons gagner des avancées qui changeraient le quotidien au travail. C'est pourquoi nous appelons à agir du local au national.

Nous sentons que la colère grandie, les cheminots sont inquiets, mais pas résignés. Vous en êtes la preuve aujourd'hui !

Vive la SNCF publique !

Vive les cheminots !

Vive la CGT !

